



**Pour l'honorable Jean Minchel Nintcheu, député du Social démocratique Front (SDF), la gestion des fonds destinés à la lutte contre le coronavirus, a fait l'objet de détournements, de surfacturation, de corruption et de conflits d'intérêts. Les coupables doivent être traduits en justice**

Cependant, le parlementaire ne comprend pas le flou artistique après les récentes directives du président Paul Biya visant à améliorer la surveillance et à enquêter sur les détournements de fonds du programme Covid-19.

**Ci-dessous l'intégralité de son message:**

*COVIDGATE: LES MANŒUVRES DE DIVERSION SUR FOND DE RÈGLEMENT DE COMPTES INTRA SÉRAIL NE SAURAIENT PROSPÉRER.*

*La différence majeure en matière de gestion des fonds de COVID-19 réside dans ce que dans d'autres pays, les mesures conservatoires et les sanctions sont rapides après les dénonciations des scandales liés à la gestion des fonds COVID19. Au Cameroun, on en est encore à se demander où est passé le rapport de la Chambre des Comptes et si ledit rapport a été transmis à la justice pour ouverture d'une information judiciaire. Le Cameroun est décidément une curiosité planétaire.*

*Quatre pays nous interpellent en Afrique:*

*1- Au ZIMBABWE, le ministre de la Santé a été limogé et inculpé pour des faits de corruption.*

*2- Au KENYA, des hauts fonctionnaires et hommes d'affaires ont été épinglés dans le rapport d'audit. Le Directeur général de l'Agence Nationale du Matériel Médical a été suspendu de ses fonctions et des enquêtes judiciaires ont été ouvertes à cet effet.*

*3- En AFRIQUE DU SUD, le scandale des "Covidpreneurs" a permis de confirmer dans un rapport que 17 millions de dollars de fonds COVID19 ont fait l'objet de détournement. Le président Cyril Ramaphosa a ordonné en personne le lancement de plusieurs autres investigations après que le scandale des "Covidpreneurs" a éclaté dans la presse. Des hauts fonctionnaires ont été dénoncés, ont démissionné et sont en attente de leur inculpation.*

*4- Au GABON, une Commission d'enquête parlementaire a été créée sur la gestion des fonds COVID-19 et le ministre en charge de la lutte contre la corruption a clairement indiqué que les coupables pourraient être traduits devant la Cour Pénale Internationale pour crime contre l'humanité.*

*Au Cameroun, le gouvernement a géré les fonds COVID-19 dans la plus grande opacité. Les détournements assortis de népotisme et de clientélisme ont été l'unique centre d'intérêt des gestionnaires de ces fonds.*

*Profiter d'une catastrophe sanitaire qui a par la suite coûté la vie à plus de 1000 de nos concitoyens est inadmissible et totalement indécent.*

*Rien, absolument rien, ne justifie l'extrême lenteur des procédures judiciaires au Cameroun. On parle des dizaines de milliards de FCFA volatilisés et tout ce que Yaoundé oppose au peuple camerounais c'est d'afficher dans ce dossier de la COVIDGATE, la guerre des personnes dans le sérail gouvernant. De la pure dinguerie. Cela n'intéresse pas les Camerounais.*

*Ceux qui ont profité de la détresse des Camerounais pour s'en mettre plein les poches doivent rapidement croupir en prison.*

*Hon Jean Michel NINTCHEU  
Député*